

**“La révolution est ce moment précis où les Palais sont encore pleins mais ne décident plus rien du tout. La rue décide de tout, mais elle n’a pas investi le Palais.”**

**Entretien avec Hamit Bozarslan <sup>1</sup>**

Marie-Carmen García  
*Université Lumière- Lyon 2*

**Compte tenu du développement des événements depuis février 2011, quelles réflexions, nuances, confirmations par rapport à l’article de février 2011 sur le printemps arabe?**

L’article a été écrit vraiment tout de suite après la chute du régime de Ben Ali, je crois en février 2011. Il parlait de l’hypothèse de l’existence d’une configuration révolutionnaire, le terme de configuration étant utilisé dans le sens d’Elias, c’est-à-dire comme une rupture qu’on peut expliquer, pratiquement, à partir d’une lecture structurelle, matérialiste. Pour explicable qu’elle soit, cependant, une configuration signifie aussi le déclenchement de très nombreuses dynamiques et de processus contradictoires, voire parfois parfaitement conflictuels aux effets largement imprédictibles. L’existence d’une configuration révolutionnaire me paraissait évidente; l’ancienne ne marchait plus et l’attente de rupture s’exprimait par tout dans la région dans le sillage des contestations tunisiennes et égyptiennes. Et de l’autre côté, parallèlement à cette attente de rupture, on observait également une deuxième dynamique, qui était là, celle de la restauration. Et je crois que l’année qui s’est écoulée nous a montré que ces deux dynamiques ont coexisté. D’un côté, on ne peut absolument pas nier l’importance des transformations considérables qui ont eu lieu dans le monde arabe, notamment en Tunisie, en Egypte depuis un an, pour le meilleur, et pour le pire.

---

<sup>1</sup> Cette entretiene a été réalisée à l’École des Hautes Études en Sciences Sociales à Paris le 16 juillet 2012.

Et de l'autre côté, on voit aussi combien une attente de restauration s'est formée au sein de la population, combien la rue qui était à la base de la contestation, s'est affaiblie au fil des mois, et combien un nouveau parti de l'Ordre a émergé. Et ce parti de l'Ordre s'est structuré, en grande partie, autour des acteurs issue de la mouvance islamiste, qui ont réalisé leur transformations en conservatisme social et au néo-libéralisme qu'on ne peut plus définir comme «islamistes» en tant que tels. Et cette attente de l'ordre se traduit d'une part par la victoire de ces partis, et en partie par la reconstitution de l'Etat, puisque les services de renseignements n'ont pas disparu, que l'armée n'a pas disparu, l'armée continue, notamment en Egypte, à avoir un rôle assez central servant finalement de charpente de l'Etat en ce qu'il fonctionne.

De l'autre côté, on voit aussi que dans d'autres pays, il y a eu une contestation révolutionnaire. Ce qui s'est passé en Libye, au Yémen, ou en Syrie, initialement, ressemblait à ce qui s'est passé en Tunisie et en Egypte, traduisant la même attente de rupture. En ce sens, on peut parler d'un effet de domino dans l'ensemble de la région. Cet effet de domino s'explique par l'existence d'un monde arabe, par le fait que les événements de nature transformateur de produisant en Tunisie ou en Egypte peuvent avoir des effets mobilisateurs ou structurants bien au-delà les frontières de ces deux pays. Les lignes de forces se sont déplacées dans l'ensemble de la région. Mais l'effet domino signifie aussi que chaque fois, on se trouve en face d'une configuration de pouvoir, une configuration communautaire ou une configuration sociale très différente. D'où le passage, dans ces trois pays, d'une contestation du type révolutionnaire à une violence généralisée. Et aujourd'hui, effectivement, on peut très facilement parler, à mon avis, d'un état de violence. Un état de violence comme Frédéric Gros le définissait: pas nécessairement une guerre civile en tant que telle puisque les partis ne sont pas nécessairement identifiables ; non seulement au sein de l'Etat, il y a de multiples organes et instances de décision, des «moukhabarat» aux groupes paramilitaires, mais au sein des contestations, également, on observe une grande fragmentation. Cette évolution montre clairement que des contestations du type révolutionnaire peuvent aboutir à des changements considérables, sans donner cependant nécessairement lieu, du moins dans un court terme, à la naissance de nouveaux pouvoirs; et après la chute des pouvoirs en place, on peut assister, dans certains cas, à une grande fragmentation, avec l'émergence de nombreux acteurs autonomisés issus des mobilisations militarisées.

**Une approche configurationnelle structurale et conjoncturelle avec l'incertitude sur le devenir des révolutions ou leur éclatement?**

Parfaitement. On ne peut absolument pas expliquer une situation révolutionnaire si on ne prend pas en considération la dimension structurelle. Or qui dit «dimension structurelle» dit rapports de pouvoir, système économique, configuration des classes ou encore mobilisation générationnelle et intergénérationnelle. Et de l'autre côté, tout ceci ne se déploie que dans un contexte parfaitement conjoncturel. Et le conjoncturel est, par définition, indéterminé. C'est en partie le règne de l'indéterminé, d'une chronologie qui ne gagne de sens qu'*a posteriori*, et c'est ce que s'observe en Egypte ou en Tunisie. Je l'ai écrit dans d'autres entretiens ou textes, qu'après tout, on aurait pu imaginer que Ben Ali ou Moubarak gèrent la crise d'une manière très différente. Leur ingénierie de crise montre combien les deux pouvoirs ont été aveuglés, ou victimes d'une crise épistémologique qui leur a interdit de voir la crise venir. Et une fois que la crise a éclaté, ils se trouvaient totalement dépourvus de toute syntaxe politique légitime, susceptible de «calmer» éventuellement la contestation. Et la seule solution qu'ils ont pu trouver par rapport à la crise, c'était de s'emparer de la syntaxe de la rue, de définir les victimes de leur propre répression de martyrs et de promettre qu'ils ne se représenteraient plus aux élections. Ben Ali, par exemple, a promis qu'il ne se représenterait plus et Moubarak a fait exactement la même chose. Or, on sait depuis Pareto, par exemple, qu'une élite qui avoue sa faiblesse est une élite qui a déjà perdue la bataille. Je crois que le rôle du conjoncturel apparaît très clairement puisque le conjoncturel, c'est le lieu aussi de la mise en place d'une gestion de la crise, de l'ingénierie de la crise. Et on sait que cette ingénierie de la crise a été pour le moins lamentable en Tunisie et en Egypte et elle a été, au contraire, d'une extrême efficacité, mais d'une très grande brutalité en Libye ou en Syrie.

**Ça aurait pu être autrement?**

En théorie, ça aurait pu être parfaitement autrement.

**Si ces dirigeants n'avaient pas annoncé leur non représentation, une autre configuration possible?**

On aurait pu avoir une autre configuration.

### **Une idée de pourquoi ils ont fait comme ça?**

J'ai une petite idée sur cela parce que depuis une bonne vingtaine d'années, les régimes arabes avaient renoncé à avoir tout ancrage hégémonique au sein de la société. Et ils avaient fini par considérer qu'ils étaient totalement 'immunes' par rapport à toute contestation possible. D'où la rupture avec leurs sociétés et leur crise épistémologique qui était extrêmement profondes. Finalement, ces régimes se structuraient autour du sécuritaire au sens fort du terme; le sécuritaire comme la construction de l'Etat, l'appareil même de l'Etat qui était prêt à se restructurer autour du sécuritaire. Et le seul discours politique dont ils disposaient, c'était aussi un discours sécuritaire, qui marchait remarquablement bien auprès des grandes puissances du monde. Donc: «nous ou le diable». Et on voit effectivement que ces appareils sécuritaires multiples n'ont pas fonctionné, ne pouvaient pas fonctionner puisqu'il ne fallait pas, disons, inquiéter le raïs en lui apportant de mauvaises nouvelles qui s'accumulaient. De l'autre côté, on sait que le sécuritaire s'inscrit aussi dans un rythme absolument routinier, leur monde était parfaitement routinisé. Et le fait de penser qu'ils étaient totalement 'immunes', a été quand même, assez mortel pour ces pouvoirs là. En prenant en compte cette crise épistémologique des pouvoirs, on comprend pourquoi le processus est allé si vite dans l'un et l'autre de ces pays (trois jours à Tunis, 18 au Caire).

### **Une crise épistémologique qui explique une réponse qui ne va pas dans le sens du maintien de ce pouvoir là.**

Voilà! Et extrêmement décalé par rapport à la crise. Je donnerai deux exemples: dire que le raïs ne se représenterait plus, cela signifie tout simplement de perdre l'appui de l'armée parce que l'armée ne peut plus, désormais, compter sur quelqu'un qui ne lui présente pas un horizon d'attente. Et de l'autre côté, un Président qui fait une telle promesse, accepte ou avoue aussi, qu'il est un Président illégitime. Et il demande à sa population de le reconduire dans toute son illégitimité, encore pour une période, autrement dit de renouveler un pacte d'obéissance que les princes eux-mêmes qualifient d'illégitime. Et cette demande de reconduction de pacte d'illégitimité, est quelque chose d'assez hallucinant.

Si demain, un Président, y compris dans l'Europe démocratique, avouait qu'il était illégitime, il n'aurait pas une espérance de vie supérieure à quelques heures. Donc, là, on voit combien, cet aveu d'illégitimité a considérablement radicalisé la rue. Et dans la foulée, un troisième élément est aussi intervenu: Paris, Londres, Washington ne pouvaient plus soutenir un Président qui, lui-même, avoue qu'il

n'est pas légitime. Mais je pense que cette rupture entre le pouvoir et la société a été telle que, sans doute, le pouvoir n'avait pas d'autre moyen de maîtriser la situation.

### **L'Etat-cartel, sa relation avec les processus révolutionnaires: les cas de la Libye et la Syrie avec le rôle central de l'armée en fonction de sa relation au raïs**

Oui, la notion d'Etat-cartel, on est plusieurs à l'avoir utilisée, à la suite des politologues latino-américains, mais aussi en France, par exemple, de Michel Camau qui a beaucoup travaillé sur le Maghreb.

Que veut dire «Etat-cartel»? Un Etat-cartel signifie tout simplement que le pouvoir est relativement autonome par rapport à la société, (*qu'il*) dispose des acteurs qui s'entendent autour d'un pacte d'accès aux ressources politiques, matérielles mais aussi symboliques et qui, en revanche, contrôle aussi une grande partie de la redistribution de ces ressources. Pour qu'un Etat-cartel puisse fonctionner, il faudrait qu'il ait un acteur qui soit accepté comme le '*primus inter pares*' et qui soit, à la fois l'arbitre et garant, et à ce titre, capable d'imposer ses propres choix *in fine*. Mais pour qu'un Etat-cartel soit un Etat qui puisse avoir, malgré tout, une certaine efficacité fonctionnelle, il faudrait que ses différentes composantes disposent d'une certaine autonomie. Dans le monde arabe des années 2000, on n'est pas du tout dans une configuration totalitaire; on est dans un système autoritaire mais pas du tout dans une configuration totalitaire.

Dans le monde arabe, notamment en Tunisie et en Egypte — je reviendrai sur la Libye et la Syrie par la suite ou sur le Yémen parce qu'il ne faut qu'on oublie le Yémen — l'Etat-cartel s'était composé autour du raïs. Il comprenait: l'armée qui disposait d'une sorte d'autonomie par rapport au raïs; aussi les différentes composantes sécuritaires qu'on appelle les «moukhabarat», donc les services de renseignements, lesquels sont ultra militarisés. De ce point de vue là, on n'arrive plus à distinguer les fonctions de l'armée et de la police. Et on sait aussi que toute une bourgeoisie 'comprador' a émergé au cours des vingt dernières années et cette bourgeoisie comprador faisait partie aussi de cet Etat-cartel.

Donc, un Etat à la fois unifié, fonctionnant sur la base du partage des intérêts et de l'autre côté, dans lequel, on a des acteurs qui disposent d'une certaine existence réelle. Et on a vu qu'en Tunisie et en Egypte, surtout lorsque l'armée a vu que le raïs n'était plus en mesure, ni de structurer le système, ni de l'arbitrer, encore moins de lui fixer un horizon d'attente, l'armée a totalement abandonné le chef de l'Etat. La clef de l'énigme de la révolution se trouvait dans le fait que l'armée n'était pas un acteur de la révolution mais, en abandonnant le raïs, elle a

permis aux transformations de s'accélérer. La configuration révolutionnaire qu'on a définie aussi comme conjoncturelle, ne pouvait, dès lors, que s'accélérer.

Cela ne s'est pas produit ailleurs. Pourquoi? En Libye et en Syrie, on peut parler, non pas d'un Etat totalitaire mais d'un Etat quasi organiquement lié à une clique, voire d'un Etat qui, dans son existence apparente, visible, ne sert que les intérêts d'un para-Etat. Et ce para-Etat est constitué autour du raïs, de ses propres réseaux, lesquels ont un ancrage confessionnel, tribal, ou tout ce que vous voulez. Et l'armée officielle est doublée d'une milice qui est liée au pouvoir. A la limite, l'armée n'a comme fonction que le paramilitaire. Elle est au service d'une milice qui ne dépend pas de ses propres structures, de son propre commandement. Et au moment où la crise a éclaté dans les deux pays, on a vu que l'armée a pu se fragmenter, beaucoup d'officiers ont fait défection. Et de l'autre côté, l'armée en tant que milice organiquement liée au pouvoir, n'a pas fait défection. Et, aujourd'hui, encore, en Syrie, c'est, on le sait, la brigade que contrôle le frère du Président qui est le fer de lance de la répression. En Libye, c'était des brigades finalement contrôlées par le fils de Khadafi qui étaient le fer de lance de la répression. Donc, la configuration que vous avez de l'Etat en Syrie et en Libye est totalement différente de ce que vous observez en Tunisie et en Egypte.

**Le cas du Maroc: Pour quelle raison il n'y a pas eu de révolution, mobilisation? Une organisation étatique différente de l'Egypte, la Tunisie? Sans révolution, pas eu l'occasion de vérifier le degré d'autonomie de l'armée par rapport au roi.**

Je mettrai le Maroc en parallèle avec une autre monarchie arabe qui est la Jordanie. C'est vrai que dans les deux pays, il y a eu une contestation assez massive mais elle n'a absolument pas pu gagner, disons, une dimension sociale telle qu'on a pu voir en Tunisie et en Egypte. Pourquoi? Je pense qu'il y a plusieurs traits qui distinguent à la fois le Maroc et la Jordanie des autres pays arabes; mais aussi plusieurs traits qui distinguent la monarchie de ces deux pays là. Les traits qui les distinguent, on le sait: il y a un vrai pluralisme politique. Ce pluralisme politique n'interdit absolument pas au roi de détenir l'essentiel du pouvoir militaire, économique et politique mais il n'en reste pas moins que le jeu de cooptation est infiniment plus fluide. Et de la même manière, il y a une presse qui est infiniment plus libre que la presse syrienne, par exemple. On voit qu'il a la capacité de créer une sorte d'opposition intégrée. Une grande partie des intellectuels se trouve dans l'opposition. Mais cette opposition qui dispose d'un espace de tribunitiens, n'a pas intérêt à glisser vers le radicalisme. Donc, là aussi

c'est une ingénierie politique. Le fait, à la fois, de libérer l'espace politique et l'espace médiatique et intellectuel, sans perdre le noyau dur du pouvoir, montre combien l'ingénierie politique de ces deux pays là est très distincte des autres pays. Et, on l'a vu aussi, d'ailleurs, à travers la manifestation en Jordanie. En Jordanie, lorsqu'il y a eu les manifestations — il y a eu un mort —, la police est allée distribuer de l'eau aux manifestants parce que sa majesté le roi ne peut souffrir l'idée que ses sujets aient soif alors qu'il fait chaud. Vous voyez comment tout un jeu de paternalisme peut se mettre en place alors qu'en même temps, l'opposition est bien réelle.

Et je crois qu'il y a aussi une distinction par rapport aux monarchies. Les monarchies dans les deux pays ont une double légitimité: en tant que monarchie et, à ce titre là, elles sont acceptées comme, non pas faisant partie des conflits sociaux, mais comme les arbitres des conflits sociaux. Ce qui leur rapporte quand même un capital de paternalisme qui est très, très net. Et de l'autre côté, une légitimité prophétique puisque les deux monarchies se prétendent d'être descendants directs du prophète. Ça a un impact considérable.

Dans les deux cas, effectivement, ils peuvent se présenter comme des arbitres tout en disant que: «vous avez élu un gouvernement, le Parlement est là». Du coup, c'est le gouvernement qui est responsable de ce qui ne marche pas. On voit combien un mécanisme d'immunisation par rapport aux crises sociales se met en place, avec un certain succès, du moins pour le moment. Cela étant dit, demain, on peut parfaitement envisager aussi... Une révolution est par définition, imprédictible. Je veux dire qu'on ne fait pas les révolutions, les révolutions se font. Donc, on ne sait pas du tout quel type de crise pourrait éclater demain, y compris dans ces deux pays là.

### **On peut imaginer les renversements du gouvernement sans toucher à la monarchie?**

Oui, oui. Ça va devenir la règle. Dans l'immédiat, non, mais d'ici deux ou trois ans, ne serait-ce que parce que le jeu de l'alternance sera là. Et on a vu que le gouvernement ancien est tombé, au Maroc, à la faveur des élections. Un nouveau gouvernement a émergé. Et on peut parfaitement envisager aussi que demain, il y ait des manifestations monstres à Casa ou Amman et que le gouvernement est obligé de sacrifier tel ou tel ministre ou voire, démissionne au prix de déclencher de nouvelles élections. Mais la monarchie est pour le moment suffisamment capable de se protéger en tant qu'acteur immune.

**L'Algérie, par comparaison et l'absence de révolte massive s'explique comment?**

Il y a trois sociétés au Moyen Orient, maintenant, qui sont vraiment sur la brèche: l'Algérie, et pour des raisons très différentes, l'Irak et le Liban. On a un peu de mal à savoir ce qui se passe en Algérie. Ce n'est pas parce qu'on n'a pas d'informations. Il y a des collègues, des doctorants, des journalistes, qui nous inondent d'informations. On sait qu'il y a énormément de débats. La presse algérienne n'est pas contrôlée. Donc, les révolutions qui ont eu lieu partout dans le monde arabe sont très largement discutées. Et, en même temps, il n'y a jamais eu plus que 7000 manifestants dans les rues d'Alger ou d'Oran. Ce n'est pas parce que la police est infiniment plus efficace dans ce pays qu'on arrive à contrôler la contestation. Tout simplement, l'interprétation que je donnerai, c'est que l'Algérie a connu une guerre civile dans les années 90, qui a fait 160 000 morts. C'était une guerre absolument atroce au sens où elle a été proprement dite, au sens étymologique du terme, fratricide: les frères tuant les frères, les familles étant divisées en deux. La société a été extrêmement traumatisée par cette guerre et je crois qu'aujourd'hui, cela pousse la société, dans une manière générale, à accepter la quasi stabilité politique et de ne pas prendre de risques.

Le traumatisme de ces années là doit être pris en compte. Mais il faut aussi se rappeler que le pouvoir algérien, qui est l'un des pouvoirs les plus corrompus du Moyen Orient, dispose des moyens, disons, non pas d'embourgeoisement de sa société comme on peut l'observer dans les pays du Golfe, mais de pallier au plus urgent en terme social.

**Pas de situation de paupérisation?**

Si, mais malgré tout, il y a des soupapes, un minimum de protection par rapport à cela. Deux mots sur l'Irak et le Liban. Je crois que là aussi, on a vraiment une sorte de traumatisme du passé. Ce sont deux sociétés totalement fragmentées, deux sociétés où tout le monde se plaint du règne du confessionnalisme, mais en même temps, le confessionnalisme s'est imposé comme la charpente même du politique. Il y a eu des guerres civiles atroces dans les deux pays et aujourd'hui, je crois qu'il y a cette peur de l'abîme. Les deux sociétés sont sur la brèche et elles savent que tout pas peut être un faux pas. Aussi bien pour l'Irak que le Liban. Et on sait que dans les deux pays, la Syrie et surtout l'Iran qui soutien la Syrie, peut faire de très gros dégâts.

### **Des effets du poids de l'histoire qui a un impact dans ces cas de figure.**

Absolument.

### **Le rôle des mouvements ouvriers en Tunisie et Egypte dans le processus révolutionnaire?**

Pas de rôle direct. En Egypte, on le sait parce que Marie Duboc a fait sa thèse sur ce sujet là. On sait que dans la ville de Mahalla, par exemple, qui est le cœur du textile en Egypte, il y a eu des manifestations extrêmement, suivies de grèves tout au long des années 2000. Mais on a du mal à établir un lien de continuité entre ces mobilisations locales et le renversement de Moubarak.

En revanche, la contestation tunisienne nous a rappelé une chose qu'on avait oubliée, c'est qu'on n'a pas d'étude sur les rapports de classes dans le monde arabe. On s'est contenté, des années 90 jusqu'à aujourd'hui, de la lecture du domaine économique à partir des données macro mais on n'a vraiment pas de rapports détaillés par rapport aux structures de classes de cette société. Et comme, en plus, il est pratiquement devenu impossible; or la donne «classe» a joué un rôle très important dans le déclenchement même du processus révolutionnaire en Tunisie, et ce doublement, voire triplement

En premier lieu, on s'est rendu compte combien l'informel comptait. L'informel, puisque après tout, c'était parce qu'un marchand ambulant s'est fait tabasser et s'est donné la mort par la suite que tous ces événements ont commencé. L'informel, ça signifie que ce monde «invisible» ou invisibilisé est habité par des réseaux de solidarité qui le structurent, que les acteurs peuvent être solidaires entre eux et vraiment donner naissance à un mouvement durable. Sans ces ressources de durabilité, on ne peut comprendre la chronologie de la contestation révolutionnaire tunisienne.

En deuxième lieu, aussi bien en Tunisie qu'en Egypte, on a assisté à une sorte de coalition de fait qui est interclasse, intergénérationnel, et intergenre. Interclasses parce que si les événements se sont accélérés à tel point, c'est qu'à un moment donné, les classes moyennes se sont massivement mobilisées à Tunis et au Caire. Sans la participation de ces classes moyennes, je crois que rien n'aurait été possible. Mais là encore, on n'a pas beaucoup d'éléments d'analyse. Le terme est devenu extrêmement galvaudé, on ne sait plus ce qu'on entend par les «classes moyennes» mais on sait qu'une partie de ces classes, qu'on peut considérer finalement comme détentrice d'une rente sous forme d'un salaire plutôt maigre, comme des universitaires ou des journalistes, etc., veut aller beaucoup plus loin

dans la contestation. Et de l'autre côté, il y a des classes moyennes qui dépendent directement de l'économie, du tourisme, du souk, etc., et dont l'avenir avait été totalement bloqué par le pouvoir ancien. La dimension interclasses, réunissant un temps les classes défavorisées et les classes moyennes, était donc décisive dans la configuration révolutionnaire, mais on sait aussi que cette dimension s'est accélérée avec une mobilisation intergénérationnelle. Ce n'était pas uniquement les jeunes qui étaient dans les rues. Au contraire, beaucoup d'anciens militants de l'époque de Bourguiba ou de Nasser, du haut de leurs soixante dix ans, se sont montrés, sont passés à l'action. Et surtout, depuis très longtemps, on n'avait pas une telle dimension intergenres dans la contestation, y compris à Mahalla, par exemple, ou en Tunisie, la mobilisation des ouvriers était assez genrée, autrement dit séparée. Alors que là, lorsque vous prenez les scènes de Tunis, de Kasbah ou de la place Tahrir, vous êtes impressionné par la coexistence des hommes et des femmes, ensemble sur le site.

On a l'impression qu'aujourd'hui, de cette triple alliance, il ne reste qu'une toute petite alliance intergenres puisque l'alliance interclasses s'est dissoute. Les classes moyennes impliquées dans l'activité économique, qui ont beaucoup souffert de la crise, ne sont pas mobilisées pour demander des changements profonds. L'informel s'est replié sur lui-même dans son silence, ou plutôt est redevenu « silencieux », autrement dit, a cessé d'attirer sur lui l'attention des observateurs. La dimension intergénérationnelle a également largement disparu. Les « vieux » se sont en grande partie retirés de l'espace de contestation. Il ne reste que la mobilisation des jeunes gens et des jeunes filles qui, de temps en temps sont sur la place Tahrir. Je sais que beaucoup de gens en Egypte espéraient, y compris au début de 2012, qu'il y aurait une sorte de passerelle entre les mouvements étudiants qui sont très nombreux et les mouvements d'ouvriers. Mais on a vu que ces passerelles ne se sont absolument pas établies.

### **Sur la représentation stéréotypée d'une révolution postmoderne de jeunes blogueurs, cybernautes.**

Je pense qu'il y a une unanimité sur le sujet dans la recherche: personne ne conteste le fait que ces jeunes-là étaient des jeunes de la société universelle dite de la connaissance, maîtrisaient l'outil informatique mais, en revanche, la contestation, elle, a été parfaitement réelle et non virtuelle.

Lorsque vous regardez la mobilisation, y compris dans le quotidien, vous avez une dimension terriblement réelle —une étudiante qui a vécu dix huit jours sur la place Tahrir nous expliquait que dans telle place de la place Tahrir, on ouvrait un cours d'anglais, dans telle autre place, on cuisinait puisqu'il fallait tout de même nourrir ces gens là. Il fallait quand même organiser cette place qui est gigantesque. Et tout ceci n'avait rien de virtuel. Je crois que c'est Vincent Geisser qui raconte dans son livre comment plusieurs blogueurs, au Caire, ont décidé de créer sept points de ralliement pour une manifestation, les communiquer par Internet pour se trouver, eux, devant une boulangerie où ils étaient les seuls à connaître la destination de la manifestation, avec la boulangère. Donc, on est vraiment dans la manifestation des années 40/50/60/70. A la limite, là, en l'occurrence, l'outil informatique a servi à totalement tromper la police pour créer le réel ailleurs.

#### **L'image d'une révolution par internet, diffusée par ailleurs...**

Effectivement, une partie de la communication est passée par l'internet, c'est certain. Mais, en même temps, on sait que ces gens qui produisaient la communication se trouvaient dans des cafés ou chez les gens. Ils avaient la trouille de la police qui était derrière eux. Ces contestations, comme d'autres de cette nature, avaient donc une forme matérielle et partiellement clandestine. Mais il est aussi évident que depuis vingt ans, les modes de communication ont changé dans le monde entier, et partant aussi dans le monde arabe. On s'est rendu compte à la faveur des contestations que 23 millions d'Égyptiens avaient accès à l'internet, sans l'avoir chez eux, nécessairement.

#### **Les révolutions arabes et les processus de démocratisation. Une nouvelle vague de démocratisation?**

Oui. Potentiellement, en tout cas dans la demande de rupture dont elles étaient traductrices au début. Mais avec les nuances multiples formulées plus haut, qui conduisent ou peuvent conduire à la mise en place des régimes conservateurs, comme cela a pu se produire à d'autres moments dans l'histoire mondiale, comme en France après 1848.

### **Les révolutions arabes, comme des révolutions contre le néolibéralisme global?**

Il est évident que les révolutions arabes nous interrogent aussi sur l'Europe. De ce point de vue là, je rappelle qu'on a banni de la littérature le terme même de classe sociale, etc. On a analysé la misère en termes d'exclusion et de marginalisation. Donc, vraiment le vocabulaire sociologique de ces vingt dernières années, de ce point de vue là, est d'une incroyable pauvreté. Or, ces questions là nous reviennent aujourd'hui à la figure. Les révolutions arabes nous invitent aussi à poser ces questions là, au-delà du monde arabe.

Cela étant dit, il y a quand même aussi beaucoup de différences. Je crois qu'un jeune espagnol ou un jeune portugais, s'il se débrouille, même sans sous, peut faire de l'auto-stop et aller jusqu'en Suède. Donc, l'espace de mouvement est quand même considérable, alors que lorsque vous êtes tunisien ou égyptien, en gros, vous êtes bloqué. Il faut aussi se rappeler que la mixité est très limitée dans le monde arabe où les sociétés sont devenues, il faut bien l'admettre, très conservatrices ; la mixité entre les genres est aujourd'hui finalement réservée aux classes très privilégiées. Dans un pays comme l'Espagne ou la France, cette mixité fait partie de la socialisation même des jeunes. De ce point de vue là, il y a des différences qu'il ne faut pas oublier. Mais, en même temps, on voit combien un régime de néolibéralisme, depuis vingt ans, se fait entendre bien au-delà dans le monde arabe par les crises systémiques auxquelles il donne lieu et qui se payent très cher.

Mais dans le monde arabe, les contestations avaient plusieurs autres raisons. Il y avait une sorte de rejet du néolibéralisme qui, dans le monde arabe, s'est traduit par l'émergence d'une bourgeoisie comprador éhontément riche et exposant éhontément ses richesses. Et les islamistes ne sont pas en dehors de cette bourgeoisie comprador. On est passé depuis vingt ans à ce discours de: «n'ayez pas honte de vos richesses, si vous êtes riches, c'est que vous êtes élus». Là, vous voyez quelques pourcents de la population dans leurs nouvelles villes, gated communities, avec des richesses incroyables. En contrepartie de cela, vous avez une misère qui est très réelle. C'est le premier point.

Le deuxième point, je l'ai précisé dans l'article, il y a aussi cette dimension de la question nationale qu'on ne connaît pas en Europe. Aucun pays, ou aucun régime, en Europe, ne peut être accusé d'être à la solde de... je ne sais plus, des Américains ou de l'Occident ou d'Israël, alors que là, vous avez la question nationale arabe qui est vécue dans la chair. Et c'est vrai que dans la mesure où il n'y a plus eu aucune résistance de la part des Etats arabes contre les Etats-Unis ou Israël, ça a vraiment marqué les esprits.

Et le troisième point, c'est l'attente démocratique. Je n'utiliserai pas nécessairement le terme de transition démocratique. Le concept a beaucoup été critiqué dans les années 80 et 90, et à raison, à mon avis, parce qu'il faudrait insister infiniment plus sur les changements radicaux que connaissent ces sociétés plutôt que la démocratisation, comme si cela serait inscrit dans un code téléologique. L'avenir démocratique ne constitue pas nécessairement la «fin de l'histoire» et même en Europe on peut avoir des scénarios de sortie de la démocratie. La démocratisation n'est donc pas un processus téléologique. Mais dans certains moments historiques, l'attente démocratique peut être énorme. Dans le monde arabe, cette attente démocratique s'était fait déjà sentir dans les années 80/90 et par la suite, dans les années 2000. Mais on sait qu'à chaque fois, l'histoire du Moyen Orient a été marquée par des guerres, inter étatiques ou civiles, ou alors par des attentats du 11 septembre et le renforcement des régimes autoritaires. En 2011/2012, les sociétés ont exprimé leur demande d'entrer dans la cité démocratique, qui est l'autre nom de la cité bourgeoise. Qu'est-ce que veut dire une société démocratique? Elle signifie, selon Claude Lefort, une société d'incertitude démocratique. Autrement dit, la société est clivée politiquement, voire culturellement et socialement, et ce sont les élections qui tranchent. Dans un certain sens, la devise des contestations de 2011 pourraient être résumées de la manière suivante: «nous, le peuple, unis, nous déclarons que nous sommes divisés. Et nous voulons avoir le droit d'être divisés». Effectivement, une société démocratique, c'est le droit d'être une société conflictuelle. Et dans ce sens là, je crois que cette attente démocratique s'est exprimée.

De là, est-ce qu'on va assister à l'émergence d'une démocratie arabe demain? Il est beaucoup trop tôt pour répondre à cette question là. Les zones d'inquiétude ne manquent pas non plus. Lorsque vous avez une révolution qui est suivie d'une demande de restauration d'ordre politique et moral, et en même temps, vous êtes très loin d'avoir épuisé les ressources de radicalisme de la révolution, qu'est-ce que vous faites? Vous faites dans la surenchère. Cette surenchère peut être dans un domaine social ou politique— comme on l'a connu en France, à travers la Terreur et la guerre externe qui ont suivi la Révolution française. En Russie, c'était la Terreur ou la guerre externe; en Iran aussi. Or, dans le monde arabe, personne ne peut se permettre, aujourd'hui, une quelconque aventure externe, ni même les islamistes. Donc, quel est le seul domaine, le seul registre qui reste où vous pouvez faire de la surenchère? C'est le registre moral. Et du coup, on voit combien l'orthopraxie, le contrôle du corps, le contrôle de l'espace devient extrêmement dominant. Et on peut dire, effectivement: est-ce que la démocratie, c'est uniquement les élections qui permettent de dégager une majorité? Ou est-

ce que la démocratie — en tout cas du vingt et unième siècle — c'est aussi la production du sujet: le sujet dissident, le sujet différent, le sujet dont le corps doit être émancipé, le sujet homosexuel, les minorités, etc. De ce point de vue là, je crois qu'il faudrait vraiment faire attention lorsque l'on parle de la démocratisation. La démocratie n'est pas seulement les élections.

**Le concept de révolution: terme polysémique, discuté, remplacé par d'autres terminologies. Les processus de changement social en Tunisie, Egypte, sont ils des révolutions? Ajustement des situations avec les théories sociologiques de la révolution? Révolution pour la Libye et la Syrie?**

Dans mon article, mais aussi dans d'autres travaux sur le sujet que j'ai pu réalisés, je ne parle pas de révolution mais plutôt de configuration révolutionnaire ou de crise révolutionnaire. Que veut dire crise révolutionnaire? La crise révolutionnaire —c'est presque mot à mot la définition de Lénine —signifie tout simplement que l'ancien ne peut plus fonctionner et que le nouveau n'est pas encore là. Et je crois que je le disais peut-être dans cet article ou dans un livre qu'on était en train de préparer sur les passions révolutionnaires juste avant ces événements là, que la révolution est ce moment précis où les Palais sont encore pleins mais ne décident plus rien du tout. La rue décide de tout mais elle n'a pas investi le Palais. Donc, pour moi, une crise révolutionnaire, c'est une crise de légitimité, une crise de l'obéissance. Le pouvoir n'est plus en mesure de produire de l'obéissance. Et de l'autre côté, les contestataires ne sont pas encore en mesure de produire du pouvoir et, du coup, de remplacer un nouveau mode de production de la mobilisation et de l'obéissance. De ce point de vue là, on peut dire qu'il y a des situations de crises révolutionnaires. Et pas uniquement dans le monde arabe, ailleurs aussi, on peut les imaginer. J'ai l'impression qu'il y a des moments où la Grèce vit pleinement une sorte de crise révolutionnaire, ce qui ne débouche pas nécessairement sur la révolution en tant que telle. C'est pour ça que j'utilise le terme de crise révolutionnaire.

Et de l'autre côté, je n'écarterais pas nécessairement la notion de révolution en tant que telle. Cette fois ci, je me réfère une fois de plus à notre travail collectif (avec Gilles Bataillon et Christophe Jaffrelot) sur les passions révolutionnaires: qu'est-ce que ça veut dire la révolution? Pour moi, la révolution, c'est la capacité de produire un ancien régime. On sait depuis Tocqueville mais aussi Malia, etc., qu'il y a toujours des continuités entre l'ancien régime et la révolution en tant que telle. Mais, en même temps, lorsque l'on parle de l'ancien régime, on ne parle pas nécessairement, uniquement, de la monarchie ou du roi, ou du sultanat

ou du règne d'un raïs, mais l'ancien régime au sens plein du terme. Autrement dit, l'ancien devient en grande partie obsolète dans ses dimensions juridiques, intellectuelles, sociales et culturelles. Le domaine culturel est extrêmement important dans toute contestation révolutionnaire et devient le lieu de reconfiguration des rapports de classe. Et on voit effectivement, lorsqu'on regarde la Révolution française, la culture devient un champ de bataille. Il y a toute une nouvelle culture qui s'érige contre l'ancienne culture très raffinée, par ailleurs. Je dirai que c'est la culture plébéienne qui émerge contre l'ancienne culture. Les modes d'être, les manières d'être, etc., le système économique changent. Une nouvelle élite voit le jour — qui peut être tout aussi corrompue, par ailleurs — La production d'un ancien régime au sens plein du terme, là, pour moi, ce sera le critère pour dire qu'on est dans une révolution. Après, cette production de l'ancien régime, une révolution peut déboucher sur plusieurs configurations. Dans la classification que je suggérerai, je dirai qu'il y a trois types de révolutions. Il peut y avoir des révolutions de type eschatologique, comme la Révolution française, la Révolution russe mais aussi la Révolution iranienne. Les révolutions de type eschatologique sont des révolutions de délivrance, d'attente de délivrance et insistent sur la nécessité de changer le temps d'ici-bas qui est appréhendé comme le temps de la corruption, de l'oppression et de l'aliénation, pour inventer un nouveau temps. Et ce n'est pas du tout par hasard, d'ailleurs, que les trois révolutions que j'ai citées, portent sur le temps, introduisent un nouveau calendrier, au sens propre ou figuré du terme, qui partant d'un «Point Zéro» d'une nouvelle histoire, voire d'une nouvelle humanité, d'une humanité enfin délivrée de l'aliénation. Un deuxième type de révolution serait des révolutions de type partisan-militaire : la guérilla, la guerre d'indépendance, telles qu'on les connaît, par exemple, à travers les exemples de l'Asie. Et on sait qu'en Chine, ou au Vietnam, il y a au bout d'une guerre, la production d'un ancien régime au sens fort du terme. Ou alors, vous pouvez avoir aussi des révolutions démocratiques, des révolutions qui, *in fine*, visent à entrer dans la cité démocratique, bourgeoise; instaurer la cité bourgeoise ou alors transformer radicalement la démocratie bourgeoise et la cité bourgeoise. 1848, par exemple, était une révolution démocratique qui visait à transformer radicalement la cité bourgeoise. Et, initialement, en tous cas, je crois que les révolutions dans le monde arabe ont été aussi des révolutions d'attente démocratique, d'entrée dans la cité démocratique.

### Sur la non prédictibilité des révolutions par les sciences humaines et sociales

Je pense que c'est un problème de connaissance mais aussi de conscience qu'il faudra assumer. Puisqu'on n'a pas d'autre solution, il faudrait assumer. Et, en même temps, je dirai qu'on disposait d'énormément d'éléments qui nous montraient qu'une situation structurellement porteuse de révolution pouvait exister. A la limite, la recherche ne s'est pas trompée dans son analyse de cette donnée lourde structurelle. De l'autre côté, ce n'est pas parce qu'on dispose de cela qu'on peut déterminer le conjoncturel. La prédiction, autrement dit l'analyse du conjecturel en ce qu'il va devenir, figure, à la limite, en dehors de notre champ de recherche. Et cela me ramène à l'exemple type que je sors très souvent, de Norbert Elias: à partir de 1920 jusqu'aux années 30, Elias a écrit son monumental livre, *Le processus de civilisation* (la dynamique de l'Occident», «la société de Cour»), etc. qui est très joyeux, mais les trente dernières pages, ce sont des pages d'horreur. Et pourquoi? Parce qu'alors qu'il a prédit une tendance qui s'inscrirait dans la durée pour en révéler le sens, les nazis, qui sont les acteurs par excellence d'un processus de dé-civilisation, sont dans la rue. Et on sait combien — puisque d'autres auteurs ont travaillé sur le sujet — Elias a tu sa participation à la Première Guerre mondiale qui est un moment de naufrage de l'Europe civilisée. Et après la deuxième guerre mondiale, il s'est muré dans un premier temps dans un silence absolu. Bien d'années après, il revient avec la théorie de la configuration. Autrement dit, toute configuration est structurelle mais toute configuration est porteuse d'une multitude de configurations imprévisibles. Après tout, le nazisme aurait pu être évité! Après tout, on aurait pu gérer la crise de Versailles différemment! ou d'autres expériences de type nazi auraient pu avoir lieu ailleurs en Europe! Ce n'est pas parce qu'une situation X rend un scénario structurellement que celui-ci va nécessairement se réaliser. Je donnerai un autre exemple qui, pour moi est désormais aussi classique: juste avant les attentats du 11 septembre, la recherche était très unanime pour dire qu'on assiste à la fin de l'islamisme radical. Il y avait beaucoup d'arguments pour soutenir ça. On observait que les sociétés se pacifiaient, les mouvements islamistes devenaient des mouvements ultra conservateurs, mais renonçant à tout projet révolutionnaire, etc. Mais on s'est focalisé exclusivement sur les centres, sur le cœur du monde arabe et on a oublié les marges de ce même monde. Or, au même moment, un nouveau radicalisme émergeait à travers les marges du monde arabe, qui allait aboutir au 11 septembre. Donc, je ne crois pas qu'on puisse maîtriser le jeu de la prédictibilité. En revanche, comme dirait Paul Feyerabend, la recherche doit constamment multiplier les sites d'observation, se livrer à des collectes de données contradictoires, puiser dans des registres explicatifs

contradictoires; il faudrait placer de la contradiction au cœur de la recherche. Et ce peut-être la contradiction dans les méthodes, dans la collecte des données, mais aussi dans les interprétations qu'on peut, éventuellement, sortir des sentiers d'un structuralisme plat ou téléologique.

### **Quels pronostics pour la Tunisie, l'Égypte, la Libye, la Syrie, Bahreïn, le Yémen?**

Là aussi, je crois que le jeu conjoncturel est extrêmement compliqué, en tout cas au point de nous interdire toute prédiction. J'espère, mais là, je parle en tant que citoyen mais pas du tout chercheur, puisque je n'ai pas d'éléments pour m'exprimer en tant que chercheur, j'espère qu'on va pouvoir éviter le retour aux années 80. Les années 80, c'était les années de trois guerres simultanées: la guerre d'Afghanistan, la guerre Iran/Irak et la guerre civile libanaise. Ces guerres prolongées, de lassitude même, ne permettait pas le changement de la donne macro, en même temps, tous les acteurs, aussi bien étatiques que non étatiques, se trouvait contraint de s'impliquer dans la violence. La violence était devenue l'outil principal d'un système de transactions. Les frontières étaient surinvesties par des acteurs de violence et on assistait à une réelle transhumance militaire du Maroc jusqu'à l'Afghanistan. Chaque acteur utilisait la violence pour pouvoir s'ancrer dans la durée. Les socialisations se passaient par la violence. La création de certaines solidarités, l'accès aux ressources passaient par la violence alors qu'en même temps la donne macro ne changeait pas.

J'espère qu'on ne va pas entrer dans une telle situation qui pourrait durer une dizaine d'années et qui déterminerait tout sans permettre un changement qualitatif au niveau macro. La peur que j'ai pour tout un espace qui va, pas nécessairement de la Tunisie et de l'Égypte mais qui va du Liban au Yémen ou à Bahreïn, c'est ça. C'est le premier élément.

Le deuxième élément: je me suis déjà exprimé sur la Libye où la situation demeure très inquiétante. Ce n'est pas les élections qui auront le pouvoir de régler grand-chose. On a vu, à la faveur de la fin du régime de Khadafi, combien l'État mais la société aussi se sont dissous. On estime à plusieurs dizaines de milliers de miliciens qui ne relèvent pas nécessairement d'une logique politique. Les différentes régions libyennes sont militarisées, les tribus sont militarisées et l'espace frontalier est militarisé. Il faudrait, d'un côté, décentraliser le pays pour permettre à cette dynamique de pouvoir s'épanouir et, de l'autre côté, accompagner cette décentralisation d'une démilitarisation. Et la tâche est vraiment démesurée. Et on en voit la répercussion sur une partie de l'Afrique

noire. En Syrie, comme j'ai dit, la situation est explosive. Le terme ne veut plus rien dire, d'ailleurs. Mais, il y a quand même une forte unité spatiale mais aussi humaine entre l'Irak, la Syrie et le Liban. Il s'agit de trois espaces confessionnels, trois espaces surarmés, où potentiellement la violence pourrait devenir être extrêmement déstructurante... Et au Yémen, il y a quatre guerres qui continuent en même temps: la guerre entre le Sud et le Nord, la guerre entre les tribus, la guerre confessionnelle et la guerre avec Al Qaïda. Et là aussi, l'espace est fluide, les frontières ne peuvent pas être contrôlées.

**Le rapport entre sociologie et histoire: la réflexion sur leur relation souvent conflictuelle...**

J'ai un double avantage. Le premier avantage, c'est que je suis à l'Ecole des Hautes Etudes où on est vraiment dans l'interdisciplinarité. L'anthropologie historique, par exemple, le terme d'anthropologie historique ne choque personne ici. De l'autre côté, on sait que pas mal de sociologues sont aussi dans l'Histoire. Ma deuxième chance, c'est que j'ai un double parcours, j'ai une thèse en science politique mais dans les faits en sociologie politique et une autre thèse en histoire. Donc, je ne me trouve pas dans la situation d'enfermement dans une seule chapelle. Je suis dans les deux chapelles et je n'ai pas d'autre choix que d'assumer ce fait. Je travaille en tant qu'historien et en tant que sociologue du politique, mais je sais qu'à chaque fois que je travaille en historien, je mobilise très massivement la sociologie. Donc, les outils sociologiques, pour moi, sont parfaitement pertinents pour analyser l'empire ottoman du 19<sup>ème</sup> siècle et, de l'autre côté, lorsque je travaille sur la sociologie politique de la manière très classique, je ne vois pas comment je peux analyser les choses à partir de la surface d'aujourd'hui. D'autant plus que je ne suis pas dans la prédiction. Je sais combien les données qui se donnent à moi sont fragiles et, du coup, je ne peux saisir les continuités mais je ne peux même pas saisir le sens des ruptures ou des discontinuités que j'observe, si je ne m'appuie pas sur un ancrage historique. De ce point de vue là, pour moi, la sociologie historique, c'est à la limite, ma maison, je m'y sens bien.

Quel sera l'avenir? Je crois que beaucoup de gens — en tous cas, je le vois à travers les étudiants — sauront être dans les deux chapelles en même temps, voire davantage, donc, mobiliser les ressources qu'elles apportent. Mais c'est vrai aussi que l'effet de chapelle existe. Cet effet de chapelle existe, pour certains historiens qui, parfois, sont tentés par le retour à une histoire descriptive, une histoire non conceptuelle. C'est comme si les trente dernières années de

conceptualisation, de *begriffsgeschichte* les avaient fatigués. Mais l'essentiel du courant historiographique reste quand même assez conceptuel. De l'autre côté, il est vrai aussi que certains sociologues essaient de raidir leur position. Pas nécessairement par rapport à l'histoire mais par rapport à d'autres courants sociologiques. Et lorsque je lis, par exemple, sur la sociologie de la mobilisation, je suis parfois absolument effaré. C'est que les termes sont tellement codifiés, la méthodologie est tellement codifiée que je ne vois plus à quoi servirait l'analyse d'un processus, ou, à la limite à quoi ça servirait le terrain. Est-ce que je fais du terrain, notamment à travers des entretiens qualitatifs, très approfondis, sur trente ou quarante ans, pour déterminer les trajectoires militantes ou individuelles, tout simplement pour remplir les cases d'un modèle déjà prévu? De ce point de vue là, je crois qu'il y a un risque mais ce risque, c'est aussi le risque pour la discipline dans sa totalité. A la limite, ce risque m'inquiéterait un peu plus que l'ignorance, par les sociologues, de l'histoire ou des autres disciplines.

**Marie-Carmen Garcia** est Maître de Conférences en sociologie (Habilitation à Diriger des Recherches) à l'Université Lumière-Lyon 2. Elle est membre du Centre Max Weber (CNRS-UMR 5283). Ses travaux portent sur le genre dans des contextes institutionnels spécifiques. Actuellement, elle contribue à une recherche (Agence Nationale pour la Recherche) sur les violences de genre entre pairs en milieu scolaire. Elle a publié en 2001, *Artistes de cirque contemporain*, La Dispute (Paris) et «Des féminismes aux prises avec l'«intersectionnalité»: le mouvement Ni Putes Ni Soumises et le Collectif féministe du Mouvement des Indigènes de la République», in Devreux Anne-Marie, Lamoureux Diane (coord.), «Les antiféminismes», Cahiers du genre & Recherches féministes, vol. 25.1, 2012, p. 145-165.